

LA CONFÉRENCE DU REFUS GLOBAL

- Un billet d'humeur

Le titre peut sembler provocateur (c'est voulu), mais c'est le qualificatif que m'a inspiré la conférence donnée par Éric Martin, ce mercredi 23 novembre, sur le thème (provocateur) de « Contre l'arrimage école-marché : Éviter le nauffrage de l'éducation ». J'avais déjà lu quelques textes signés par M. Martin, mais je voulais savoir s'il le pensait vraiment. Oui. M. Martin est aussi convaincu en personne que sur papier.

Comme probablement chacun sait, son effort porte sur la critique et la déconstruction du rapport Demers qui, dit-il, s'il était appliqué, transformerait tous nos étudiants en robots décérébrés livrés en pâture à la grande entreprise capitaliste – M. Martin suppose de toute évidence que nos jeunes n'ont en eux aucune ressource (ni objectifs personnels ?) pour se défendre. Marchandisation de l'école, néolibéralisme, capitalisme académique, assurance qualité comme invasion de la technoscience administrative capitaliste (encore la faute de la science ...), tout y a passé. Une description à grands traits qui relève du sophisme de l'homme de paille. Vous dire comme je continue de demeurer stupéfait d'entendre un PhD en philosophie aligner autant de grandes analyses, à grands renforts de grands auteurs (arguments d'autorité ?), sans jamais aligner de faits. À l'écouter, on réalise jusqu'à quel point, si on lisait suffisamment finement entre les lignes de n'importe quel document politique ou administratif, on comprendrait combien notre pauvre cerveau a été colonisé par des *aliens*. Des idéologies hantant (tel le fameux spectre du communisme) la société et nous enveloppant à notre insu. Et on sait bien que l'idéologie est toujours l'idéologie de quelqu'un d'autre comme disait Paul Ricoeur, jamais la nôtre : nous, personnellement, on n'en a pas, d'idéologie, on est au-dessus de ça, n'est-ce pas ? Cette façon de se laisser entraîner et séduire par l'engrenage et la logique interne des mots, d'aller même jusqu'à psychanalyser toute une société sans l'avoir d'abord étendue sur le divan de la sociologie statistique (scientifique), c'est un travers de la philosophie (et de la sociologie) continentale dont nous avons semble-t-il importé l'esprit au Québec en même temps que notre belle langue française. Les faits sont si têtus ; les mots, eux, se laissent plier.

Mais, pas vrai. Un fait, au moins, semblerait pouvoir servir de support à l'argumentaire de M. Martin. Il s'agit de ceci que, dans le cadre de sa loi 70 sur l'assistance sociale, le gouvernement Couillard (je continue de dire Couillard-Coiteux) s'apprêterait à donner subrepticement à des intervenants du domaine patronal (Commission des Partenaires du Marché du Travail – CPMT) une influence accrue, et possiblement indue, sur la détermination de l'offre de programmes de formation professionnelle et technique. Dans un rapport daté de février 2016 (à consulter en ligne à <https://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0490.pdf>), le Conseil supérieur de l'éducation s'inquiète : « **Cette inversion démocratique, par laquelle les ministères concernés rendraient des comptes à une instance de concertation, crée-t-elle un précédent dans notre démocratie parlementaire ?** ». C'est à suivre de près en effet.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas s'inquiéter. Derrière tout ce qui angoisse M. Martin, il y a les agissements bien réels et documentés de ce gouvernement. Nous avons en effet affaire au gouvernement québécois le plus dogmatique que je me souvienne avoir vu au fil des quatre dernières décennies. Il faut surveiller ce que ces gens font. Mais, pour les surveiller, il faut être là, et croire au moins un peu en des résultats de nos actions, et ce point sera dans ce qui suit l'essentiel de mon propos.

À la fin de la conférence, j'ai fait remarquer à notre conférencier que, pour avoir lu le rapport Demers, je ne l'avais pas trouvé si mal intentionné ni n'y avait trouvé d'aussi sombres complots. Je lui soulignai que tout ce qu'il dénonçait – marchandisation de l'école, internationalisation de la population étudiante, assurance qualité, financement largement privé de la recherche en milieu universitaire, flexibilité décisionnelle aux niveaux régional et local, renforcement du lien entre la formation et l'emploi (arrimage école-marché) – tout cela donc, et dans le plus menu détail, avait justement été le cœur de la réforme de l'éducation supérieure en Suède en date de 1993, et

d'autres pays scandinaves dans une moindre mesure (Social-Démocratie 2.1, PUM, 2016). Et que ça semblait plutôt bien marcher, et que la population semblait plutôt heureuse du résultat. Je lui demandai pourquoi, d'après lui, ce qui semblait fonctionner en Suède, devrait être un mal ici au Québec ? Je m'attendais à ce qu'on me débrouille tout ça.

Quelle fut la réponse de notre conférencier ? Hé bien, et c'est bien sûr tout simple, il fallait y penser : c'est qu'il ne faut plus faire confiance à la social-démocratie. Point à la ligne. Non, pas vrai, le philosophe a quand même continué de m'expliquer qu'il n'y avait rien à faire avec le capitalisme et que ce qui semble avoir été une accalmie dans sa sauvagerie – à savoir la social-démocratie keynésienne – n'aura été que cela, qu'une accalmie, et on le découvrira sans doute bientôt. Voilà pourquoi, sans doute, il n'y a rien à faire avec nos gouvernements, rien à discuter quant au rapport Demers, etc. Peut-être ne vaut-il même plus la peine de les regarder, ni même de les surveiller. D'où mon titre : La conférence du Refus Global.

Question : si l'on rejette le capitalisme et si l'on méprise désormais la social-démocratie, que reste-t-il, mises à part les horreurs qui ont déjà été essayées ailleurs ?

Lu, sous la plume de l'économiste Pierre Fortin (un PhD en vaut bien un autre) dans son introduction à *Social-Démocratie 2.1*, en parlant de son directeur de thèse : « Il m'a expliqué que le succès économique de la Suède tenait en trois choses : ses habitants sont 1) luthériens (le bien commun est de la responsabilité de chacun) ; 2) tous des ingénieurs (ils sont pragmatiques et méfiants des discours idéologiques) ; 3) admiratifs de l'esprit d'entreprise (ils ressemblent aux Beaucerons). »

Peut-être gagnerions-nous, pour l'avancement du Québec en général et de l'éducation en particulier, à être plus pragmatistes. Pragmatiques, comme on dit que le sont les suédois, est un trait de nature psychologique. Le pragmatisme, lui, est un choix philosophique réfléchi par lequel on s'abstient volontairement et par principe de toute tentation idéologique ou dogmatique. Le travail en société peut alors déboucher sur des compromis, qui ne sont pas des compromissions (attention toujours à l'hyperbole idéaliste !), et qui peuvent nous faire avancer.

Robert Bernier
Prof. Physique